

POURQUOI ET COMMENT S'APPROVISIONNER EN PRODUITS BIO & LOCAUX ?

Pourquoi ?

Notre système économique actuel est basé sur les lobbies industriels et financiers dont l'unique objectif est une croissance permanente (voire exponentielle) mais techniquement insoutenable dans un monde fini : Notre Terre ! **Le modèle agro-industriel actuel est insoutenable car il concentre foncier et moyens de production, élimine les fermes et leurs paysans, cause de nombreuses pollutions, accentue la perte de biodiversité et cause divers déséquilibres alimentaires et nutritifs pour ne pas parler d'empoisonnement !**

Ayant de plus, la main mise sur la très grande majorité des médias populaires, qui imprègne la société de propagande (pardon ! publicité) très souvent mensongère pour inciter à l'achat et au crédit . Ainsi l'opinion publique est formatée et orientée vers des choix sociétaux ou de vie qui amènent les citoyens à sur-consommer (véritable addiction aliénante) aux conséquences induites dramatiques parce que très nombreuses : chute de la biodiversité, dérèglement climatique, pollutions eaux, air, sols, épuisement des ressources, chômage de masse, maladies civilisationnelles, crises financières, gaspillages, famines, misères, guerres, soutien aux dictatures, migrations, fanatismes, terrorisme...

s'ajoutent à cela, des monopoles privatisant les valeurs et biens communs (eau, énergie, sols, services publics.....) une captation illégale de nos données personnelles à des fins purement mercantiles (d'ailleurs la décomposition du mot **Con, Sot, Mateur** [de pub] en est l'image symbolique) et un déni banalisé et légalisé de démocratie dans une véritable manipulation mentale, un consentement programmé, qui nous conduisent inexorablement à un effondrement systémique généralisé !.

Pour compléter ce tableau scandaleux, la multiplication des traités de libre échange et leurs acronymes(Tafta, Ceta, Jefta, Tisa, Ega, Mercosur, Parc, et bien d'autres encore) non contents d'être incompatibles avec le « Traité de Paris » et le changement climatique qui s'amplifie de jour en jour, va induire deux types de consommateurs :

Certains consommateurs français (les plus nombreux) auront l'illusion (largement entretenue par une presse aux ordres!) d'avoir un pouvoir d'achat amélioré, par des prix bas, sans réaliser que cela sera au détriment de la qualité des produits importés de qualité discutable voire nocive, dans leurs assiettes !

Les autres, plus aisés, qui pourront s'approvisionner de produits locaux de haute qualité, profitant des circuits courts ou du bio de qualités gustative et nutritionnelle très supérieures.

Dernière intrusion en date de ces lobbies de la « mal bouffe », - mais pas que- la loi ELAN et son module « coeur de ville » (Bourgoin est la 1ère commune à avoir signé ce contrat!). Elle va permettre aux transnationales alimentaires (grande distribution et coopératives agricoles internationales confondues en perte de vitesse constante dans leurs supers et hypers), de surfer sur la vague du « BIO » et du « LOCAL » en se réappropriant à moindres frais, les centre villes et bourgs. Dans ce nouveau concept expansionniste, est un «nouveau levier de croissance », le but étant de finir de tuer commerces de proximité, artisans et producteurs locaux encore existants, s'accaparant ainsi dans une concurrence déloyale et monopolistique, la totalité de notre alimentation ! Un scandale dont nombre de politiciens par incompetence, déni ou connivence ont laissé faire!!

Alors Comment Réagir ?

Chaque médaille ayant un revers! Car dans ce système absurde du « toujours plus » le risque majeur débouche sur la panne globale du système actuel, par trop grande dépendance aux énergies fossiles et plus particulièrement le pétrole ! il est impossible à ce système de s'affranchir d'une notion novatrice d'alliances terrestres pour s'allier dans des mécanismes d'entraide et d'interdépendance et ce, au plus près de nos besoins.

Nous allons inéluctablement au-devant de situations de crises dans lesquelles des possibilités d'organisation du partage à mettre en œuvre, que ce soit parce qu'on manquera de quelque chose, comme d'eau ou d'énergie, ou pour organiser volontairement l'autolimitation des consommations. Alors comment va-t-on s'y prendre ? Car si cet effondrement est non seulement prévisible mais inéluctable, la date est malheureusement

inconnue et ne sera réellement connue qu'un certains jour J fatidique ... !?

Comment ferons-nous alors, à court et moyen terme face à cet arrêt brutal de l'ensemble des serveurs Internet, des systèmes de refroidissements des centrales électriques atomiques, dans un pays paralysé par l'absence de carburant, où les services d'urgence ne peuvent plus se déplacer, dans lequel plus rien ne peut être livré ?

Pour rappel : les stocks de réserves en carburant correspondent à onze jours de consommation moyenne en France. Un supermarché classique disposant lui, au maximum de trois jours de stock alimentaire ! Tout ceci sans compter la panique qui s'empare alors de nos esprits, tant on nous a formater à l'opulence !

Quel qu'en soit le facteur déclenchant — et il y a aujourd'hui plusieurs hypothèses de plus en plus probables, ne serait-ce que par l'extrême dépendance de notre société au pétrole et aux technologies —, comment faire pour vivre et non simplement survivre à cette « Grande Panne » au quotidien !?

Bien sûr, les gouvernements ont prévu cet effondrement cela est inscrit dans le « [dicrim](#) »

Mais si ce document considère bien les questions géologiques (sécheresse, tempêtes, inondations...) il évacue largement les questions géopolitiques : émeutes potentielles dues aux ruptures d'approvisionnements multiples ! il considère par exemple pouvoir nourrir la population en réquisitionnant les supérettes, (OUI ! sauf que c'est inutile et totalement improductif de réquisitionner les supérettes si on ne peut plus les approvisionner!?) elles mêmes contraintes d'ailleurs par une organisation pyramidale dépendante de choix dits « de commodités» (les tomates « bio » du sud de l'Espagne ou du Maroc ou les haricots du Burkina!!) et forcément fragilisée par le manque d'énergie, particulièrement le pétrole, dont notre alimentation dépend à 80 % !

Tout ceci doit donc se préparer dès maintenant pour éviter d'être dans l'urgence lorsque ces effondrements en cascades surviendront fatalement ! Comme le proverbe le disait au XXème siècle un homme averti en valait deux, mais à notre époque technologique du début du 3ème millénaire, c'est plutôt des centaines de milliers qui ont ce privilège !

Préventivement donc à cet effondrement imminent, créons un ou des groupements d'achats citoyens et solidaires, directement auprès des producteurs les plus proches de nos lieux de vie...

Nous appelons Groupement d'Achat Solidaire (GAS) un groupe de personnes se constituant dans le but d'acheter en commun à des producteurs et/ou des grossistes des produits issus de l'agriculture biologique si possible (avec ou sans label) ou faisant le choix (ou non) d'un mode de production paysanne et/ou artisanale, mais le plus localement possible pour des raisons évidentes d'une logistique la plus résiliente possible.

Les GAS dont nous parlons particulièrement ici concernent :

- 1) les produits alimentaires non périssables : céréales, farines, légumineuses, huiles, plantes séchées, produits secs, produits emballés sous vide...
- 2) Les produits non-alimentaires naturels : savons, lessives, cosmétiques, vêtements,...

À ce cœur d'activité, il arrive que des GAS adjoignent des produits frais à leurs catalogue : légumes, fruits, pain, fromages, viandes...

Ces produits frais peuvent provenir de producteurs locaux, ou bien du catalogue de produits frais que certains grossistes adjoignent à leur catalogue principal.

Cependant, d'autres formes d'achat collectifs sont plus adaptées pour le frais : AMAP, paniers solidaires... à voir pour chaque groupement local la formule la mieux adaptée.

Ces différentes organisations ont un peu les mêmes objectifs que les GAS traités ici, mais prennent souvent des formes différentes, notamment pour la fréquence des achats, en raison de la nature périssable de certains produits.

Pourquoi un groupement d'achats collectifs ?

Les motivations qui poussent un groupe de personnes à constituer un GAS sont différentes d'un projet à l'autre. Elles peuvent être d'ordre citoyen, financier, socio-pédagogique, Ou les 3 à la fois !

- 1) **L'objectif citoyen :** Soutenir et participer au développement de productions locales et biologiques mais aussi paysannes et artisanales en supprimant ou réduisant drastiquement les intermédiaires et coûts induits de transports entre la production et

les lieux de consommation proches. Le système actuel des grands groupes en imposant aux producteurs des prix bas et des normes techniques, contraignent les producteurs à mettre en œuvre des systèmes de production industrialisés, robotisés, (monocultures intensives, délocalisations ...) très dépendantes du pétrole et lourdes en investissements financiers. Ces conditions vont à l'encontre du développement d'une production locale et respectueuse de l'environnement (polyculture, petites unités de productions si possible sans intrants ni pesticides dangereux)*.

L'objectif est donc là de soutenir des producteurs et des transformateurs autonomes respectant l'environnement, créant des emplois pérennes et non délocalisables car totalement intégrés aux territoires.

2) **L'objectif financier** : en complément de la réduction des intermédiaires et coûts de stockage, transports, invendus, rebuts..., se fournir en produits biologiques et/ou locaux permet par des commandes collectives et régulières assurant des quantités conséquentes d'obtenir ainsi des prix intéressants auprès des producteurs ou des distributeurs.** sans perte ! ce qui est commandé est vendu. Des surplus saisonniers éventuels pouvant être transformés et donc le gaspillage réduit à sa plus simple expression (avec la gestion du compost et/ou l'alimentation animale)

D'autre part, le fait de se passer d'intermédiaires (dont les marges sont parfois abusives ou frauduleuses (chantage à la concurrence, ententes illicites, tricheries sur les lots...), permet de mieux rééquilibrer et répartir les marges entre le travail effectif des producteurs et leurs clients consommateurs, c'est à dire nous ! Dans un deal gagnant/gagnant.

** **L'objectif citoyen et l'objectif financier peuvent ainsi se réconcilier :***

Un prix juste, honnêtement et éthiquement partagé entre producteurs et consommateurs doit être primordial et cohérent !

*** **Ce type d'agriculture ne peut pas être réservé seulement à des personnes à hauts revenus, aux bobos écolos ou aux seuls militants de la cause !?***

3) **L'objectif socio-pédagogique** : Socialiser et responsabiliser l'acte d'achat en s'organisant avec d'autres personnes et en rencontrant régulièrement les producteurs d'un territoire. Cette démarche, outre le fait que l'acheteur n'est plus isolé, a une dimension pédagogique : on réfléchit sur l'acte d'achat et on s'organise à plusieurs; on découvre les intérêts et les contraintes techniques des achats en commun ainsi que les problématiques des producteurs : adaptation des cultures, aléas climatiques, commercialisation, saisonnalité...

De plus, ne plus aller faire ses courses régulièrement génère des économies de temps et de transports. Et encore... Il existe d'autres objectifs comme la protection de l'environnement, le plaisir de manger de bons produits nutritifs, le bien-être, la convivialité, la santé... que nous ne développons pas ici car ces objectifs ne sont pas spécifiques aux groupements d'achat ; ils peuvent être satisfaits en se fournissant individuellement au marché, chez un producteur en vente directe, dans un magasin bio... mais nous reviendrons un peu plus tard sur ce sujet important avec des aides pour des menus équilibrés, adaptés aux saisons, simple à préparer, goûteux, nutritifs et surtout économiques !

Comment cela pourrait fonctionner ?

Il faudra peut être plusieurs réunions pour constituer le groupement, choisir les producteurs, commander les produits et les réceptionner. Il faudra fonctionner de manière informelle, conviviale et collective c'est à dire que les réunions auront lieu au domicile d'un des membres et nous en profiterons pour organiser de belles et grandes soirées festives... en préparant et goûtant les produits de nos producteurs ; c'est beaucoup plus convivial et ça peut éviter des tensions...!

Chaque membre du groupement s'investit dans l'organisation et a des choses à dire, à faire entre les réunions. Notre outil indispensable est un logiciel adapté et libre du non prédestiné de « **Cagette** ». Un responsable volontaire au sein du groupe sera chargé de la gestion du logiciel .

La mise en place du groupement d'achat se fait au préalable en se mettant d'accord sur son fonctionnement !

Commencer par se mettre d'accord collectivement sur les principes de fonctionnement ; une charte. Il y a donc discussion et prise de décision (produits uniquement locaux ou non,

labellisés ou non, distribution des tâches, achat de produits non alimentaires ou non, en vrac (ce qui impose de prévoir contenants : bocaux, bouteilles ou autres récipients étanches et réutilisables..) ou emballés.

La loi impose pour bénéficier de ces achats groupés, que les membres citoyens soient en règle de leur cotisation annuelle. Celle ci sera définie d'un commun accord permettant une éthique dans l'accessibilité aux plus démunis et donc un retour rapide sur investissement. Le rôle de l'association n'étant pas de faire des bénéfices, mais au contraire de réduire au plus juste les coûts de logistique/transport, un pourcentage minime (à définir lui aussi) pourra être nécessaire à appliquer sur les prix négociés en toute transparence afin d'investir dans des instruments et matériels nécessaires (balance, contenants divers ...) et de financer les frais éventuels d'acheminement. Nous dressons ensuite la liste des producteurs par produits après une rencontre et avoir obtenu accord sur la charte, la disposition des produits et leurs prix. Nous établissons la liste des produits que nous souhaitons commander auprès de ces producteurs partenaires et chacun des membres adhérents recevra par mail ou à consulter directement sur le site, la liste globale des produits afin de préparer sa commande avec une date butoir, pour une mise à disposition programmée (date et lieu). Une liste non exhaustive de près de 200 professionnels existe déjà pour le Nord Isère, (à compléter et à exploiter après avoir défini les partenariats et premiers produits à commander.

Étape suivante : Vérification des commandes en quantité disponible et confirmation chiffrée sera renvoyée à tous les participants ceux ci devront alors se munir de leur chéquier ou en liquidités pour pouvoir récupérer leur commande à date fixée. Une possibilité de virement est possible pour ceux qui le souhaitent : celui ci devra être effectif à la date d'enlèvement. (aucune dérogation de paiement différé n'est possible, l'association n'étant pas une banque ne peut ni assurer ni supporter des frais de découvert et devant régler les fournisseurs par virement au plus tard dès le lendemain).

Les commandes groupées sont transmises aux producteurs concernés et chaque responsable de secteur prendra contact avec les fournisseurs de son secteur pour valider l'enlèvement ou la mise à disposition en un lieu prévu (marché, lieu public, magasin...)

Réunion : « Les commandes arrivent »

Une équipe réceptionne et contrôle les produits et les factures, (des erreurs peuvent apparaître qu'il faudra mettre en forme pour valider dès le lendemain avec le ou les producteurs concernés). Puis, elle prépare les commandes des adhérents (paniers, cartons, cagettes à récupérer et recycler). Les adhérents arrivent et récupèrent leurs commandes soit prépayées sur le site internet ou le cas échéant en donnant le chèque au nom de l'association ou les liquidités pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre possibilité . Prévoir aussi de rapporter les contenants précédents propres, indispensable à la prochaine livraison.

Réunion « On règle les fournisseurs »

Pour une entente et une éthique parfaite, les fournisseurs sont payés dès le lendemain (sauf litige en cours) de la distribution par virement bancaire : la mise en place d'un virement type SEPA ! (accord préalable négocié avec les banques et les producteurs)

Réunion « On fête ça ! »

Par période, nous organiserons des rencontres festives où chacun prévoit une création personnelle à faire goûter et/ou une bouteille, un nouveau produit local découvre, rtque nous partagerons en commun : une idée conviviale qui servira à la fois d'échanges d'idées, d'amélioration de notre concept et de partage joyeux ! voilà ... on peut fêter ça ! Ces rencontres pourront d'ailleurs se faire chez les producteurs de manière très conviviale.

Cette partie conviviale permet aussi d'échanger des idées de recettes, de nouveaux produits à référencer, d'amélioration notre organisation ou d'autres actions à mener, dans un esprit de partage et de solidarité : fabrique de conserves, aides diverses et variées à la façon d'un SEL (savoirs, expertise, échanges de compétences diverses et variées...)

Autres questions :

Comment trouver les petits producteurs locaux ?

Nous avons déjà une liste d'environ 200 producteurs non exhaustive plus ou moins éloignés qu'il faudra rencontrer pour voir s'ils peuvent correspondre à nos besoins et s'ils sont intéressés par notre démarche. Le bouche à oreille peut aussi nous aider et chacun d'entre nous peut aussi présenter d'autres fournisseurs potentiels notamment dans les produits non

pourvus ! la liste régionale des producteurs du label Nature&Progrès qui nous apparaît être un label plus en accord avec nos principes est aussi une démarche à entreprendre.

Quelles relations ont été tissées avec les producteurs ?

nous nous répartirons la recherche des producteurs locaux, par secteur géographique proche en essayant de garder les mêmes personnes en lien avec les producteurs pour avoir un suivi de la relation et une communication qui permet d'anticiper les écueils potentiels.

Nous laissons à l'initiative de chaque personne du groupement le choix de tisser le lien qu'il souhaite avec les producteurs dont il s'occupe dans le respect de la charte. Dans un futur proche, nous organiserons des actions de communication pour les faire connaître (visite de fermes, leurs problématiques et éventuellement comment nous citoyens, pouvons les aider dans leurs tâches quotidiennes par du bénévolat ex : journées défrichage, cueillette, conditionnement.... Les tâches ne manquent pas !).

Que sont les prix obtenus ?

Nous ne marchandons pas les prix vers le bas. Nous demandons simplement qu'ils pratiquent un prix préférentiel pour une quantité à définir, un conditionnement en vrac et l'absence d'une logistique sous contrainte. De cette façon nous obtenons souvent un prix très intéressant au regard de la qualité, du goût, de la valeur nutritionnelle et énergétique ainsi que de la valeur sociale des produits. Inspiré de [l'exemple Lyonnais:](#)

<https://vrac-asso.org/>

Les prix ainsi obtenus doivent être de l'ordre de ceux pratiqués sur les marchés des quartiers populaires ou approchant l'équivalent grande surface (hors promo trompeuses évidemment), avec l'assurance d'une incomparable qualité gustative, doublée d'une mise en valeur éthique du développement d'entreprises de proximité, préférence marquée et assumée aux dépens de l'agro-industrie polluée et des importations douteuses de produits dit « bio » dont la traçabilité est loin d'être évidente car très difficilement contrôlable, dans le contexte d'un libre échange totalement débridé! Les produits de qualité étant plus chers, il suffit juste de rééquilibrer les menus en alternant ou associant les protéines végétales pour réduire les apports de viande, au profit de menus mieux équilibrés sur le plan nutritionnel et plus riches en composants protecteurs. Là aussi des groupes de travail verront le jour pour aider à prendre ou reprendre de bonnes habitudes alimentaires oubliées !

Comment allons-nous approvisionner les produits ?

En relation avec les différents producteurs, nous cherchons la solution la plus simple et la plus écologique. Dans l'ordre de priorité : livraison sur les marchés ou d'autres lieux à l'occasion d'un déplacement prévu par ailleurs par le producteur, puis transport des produits jusqu'au lieu de partage et distribution par le responsable secteur. Sinon, nous co-voiturons dans un chez les producteurs et nous en profitons pour passer un moment chez eux et visiter leurs espaces de travail et outils de production. Les frais kilométriques réels seront payés sur la base du pourcentage réduit décidé justement pour cette logistique.

Réflexions :

Afin de créer sereinement un groupement d'achat, il semble incontournable de se poser sérieusement un certain nombre de questions. Voici celles qui reviennent régulièrement, ou qui sont sous-jacentes :

-Quels types de produits commande-t-on ?

-Quelles exigences nous fixons-nous concernant les produits en terme de mode de production (labellisé bio exclusivement et/ou en conversion), type de produits (uniquement produits de consommation « de base » ou élargi à des produits moins essentiels voire de confort...), etc...

-Choisissons-nous de commander aussi certains produits chez un grossiste bio ? (Cela permet d'élargir la gamme de produit à ceux qu'on ne peut trouver dans la région proche ...)

-Fixons-nous une distance maximum entre les lieux de production et le lieu de livraison ?

-Quels moyens est-on prêt à mettre pour gagner en efficacité ? Automatisation des tâches en bénévolat et/ou salariat, négociation des prix, mise en place d'outils informatiques...

-Jusqu'à quelle taille de groupement local aller ? Les dissocier avec une certaine autonomie ?

-Quel statut adopter pour le groupement ? (association loi 1901, déjà existante) transformable en coopérative SCOP ou SCIC ou autre ?) Il appartient à chacun de répondre à ces questions, et nous ne voulons pas fermer le débat en y répondant ici. Au regard de tous ces questionnements, l'organisation (logistique, prise de décision, gestion financière)

d'un GAS peut apparaître complexe, d'autant plus quand le nombre de membres est important. Mais tout aussi grand est l'intérêt humain de cette expérience collective ! Elle permet la réappropriation citoyenne d'espaces économiques viables et durables, d'une solidarité et d'un comportement éthique, d'une démocratie retrouvée et l'on arrive rapidement à un fonctionnement en bon équilibre entre les valeurs à défendre et l'efficacité concrète à atteindre.

Et la professionnalisation ?

Dans une gestion bénévole, il n'est pas toujours facile de gérer les responsabilités au fil des commandes. On peut donc comprendre que de grands groupements préfèrent embaucher des salariés pour gérer leur fonctionnement.

Ce type de GAS devient alors de fait un intermédiaire entre producteurs et consommateurs et il doit dégager une marge financière. Ce n'est plus vraiment une aussi grande alternative au système commercial «classique», mais cela permet d'introduire une forme d'équité et d'éthique écologique dans le fonctionnement de ce système. Ce type de groupement d'achats professionnalisés présentent néanmoins des avantages : des statuts adaptés (coopérative COOP ou SCIC) garantissant la manière démocratique avec laquelle les membres peuvent décider des choix entrepris : type de producteurs, types de produits, prix d'achat, de vente... ce système permet d'élargir les bénéficiaires aux personnes n'ayant pas le temps, l'énergie ou la culture militante, pour s'engager dans toutes ces étapes d'auto-organisation collective. Enfin, et on touche là une problématique essentielle de la relocalisation de l'économie : un ou des salariés permettent de gérer un plus grand nombre de commandes et ainsi de concurrencer les distributeurs n'ayant pas ces soucis éthiques. Le débat peut alors commencer : un intermédiaire et des économies d'échelles (dans la production, le stockage, la gestion de la distribution) sont-ils forcément mauvais dans le sens où ils permettent de réduire des coûts autant financiers qu'écologiques ?

QUESTION : Le danger n'est-il pas surtout dans l'absence de contrôle citoyen (et/ou l'absence de concertation -voire de coercition- envers les producteurs) sur des intermédiaires, qui les amène à des conduites abusives telles que l'imposition de prix bas aux fournisseurs, induisant une imposition des modes de production et une gestion spéculative des flux financiers ... ?

Perspectives :

Le GAS est aussi une solution intéressante de propulser une monnaie locale qui complète de manière certaine la réappropriation d'une économie locale au service de tous les acteurs et citoyens d'un territoire défini englobant même les administrations et collectivités territoriales . Cette approche doit même précéder le développement de la monnaie locale, ce qui permet de quantifier le volume en terme de valeur comme en terme de nombre d'acteurs (producteurs et citoyens déjà informés) et plutôt en accord sur le développement d'une MLCC sur leur territoire. **A savoir que cette monnaie locale est en cours de réalisation sur tout le territoire Nord Isère (300 000 Habitants) voir le territoire concerné sur le site de l'association [« Les Tisserands du lien »](#) en charge de ce projet. Cette monnaie porte déjà son nom : « Le Tissou »**